

INSA Toulouse

Projet Documentaire 2017/2018

LE BREXIT CAUSES ET CONSEQUENCE

SOMMAIRE

Introduction.....	1
I. Les origines du Brexit.....	2
1) Un manque de sentiment européen.....	2
2) Les principaux acteurs politiques de la mise en place du référendum.....	3
a. Cameron et la proposition du référendum.....	3
b. La campagne politique avant le référendum.....	4
3) Analyse des résultats du référendum.....	5
II. Un an et demi après le vote, quelle est la situation actuelle ?	8
1) Des impacts immédiats visibles.....	8
2) La situation politique actuelle.....	10
a. La démission de James Cameron.....	10
b. Theresa May et le Hard Brexit.....	10
c. D'autres partis affectés.....	11
3) Des négociations compliquées	11
III. Quel avenir pour l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit ?	14
1) Les différents scénarios pour le Royaume-Uni.....	14
a. Une multitude de possibilités à l'issue des négociations.....	14
b. La baisse de la livre et l'évolution de la croissance économique.....	15
c. Certains secteurs particuliers concernés par le retrait de Royaume-Uni.....	16
2) Les conséquences sur l'Union européenne.....	17
a. Politique : entre euroscepticisme et réforme.....	17
b.b. La perte d'un partenaire économique et la récupération de capitaux.....	18
Conclusion.....	20
Bibliographie.....	21
Table des annexes.....	24
Table des illustrations.....	27

INTRODUCTION

Le 17 juin 2016, l'Europe est sous le choc : alors que tout le monde s'attendait à une victoire du "Non" au référendum mis en place par David Cameron, 51,9% des Britanniques ont voté en faveur de la sortie de l'Union européenne. Ce résultat inattendu a pris de court hommes politiques et économistes. En effet, les relations économiques entre le Royaume-Uni et les autres pays de l'Union européenne étaient très importantes. D'après The House of Commons Library, près de la moitié des importations et exportations du Royaume-Uni concernaient les pays européens. Le Royaume-Uni recevait également 48% de ses Investissements Directs Étrangers des pays de l'UE. En connaissant ces chiffres, il est aujourd'hui difficile de savoir quelles seront les conséquences de cette sortie, aussi bien pour le Royaume-Uni que pour l'UE.

Beaucoup de questions se posent sur l'avenir des deux partis, notamment sur la perdurance de l'Union européenne sans un de ses principaux contributeurs, ou encore sur l'économie britannique et sa résistance à la sortie de l'UE. Depuis le résultat du vote, les négociations ont commencé, mais les accords ne sont pas toujours faciles à trouver. De plus, malgré d'intenses négociations, les Britanniques sont encore indécis vis-à-vis des termes de leur retrait de l'Union européenne.

Il est donc intéressant de se demander quelles sont les raisons et quelles peuvent être les impacts du Brexit sur le Royaume-Uni et l'UE. Pour répondre à ces questions il faudra dans un premier temps s'intéresser au fait que le Royaume-Uni ait toujours été un membre à part de l'Union européenne et également expliquer le résultat du vote en mettant en évidence les fractures de la société britannique. Puis, les différentes conséquences directes de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne seront explicitées. Enfin, une dernière partie décrira les différents scénarios possibles ainsi que les conséquences du Brexit sur le Royaume-Uni et l'UE.

I. Les origines du Brexit

1) Un manque de sentiment européen

(Rédaction CVCE) En 1957 est créé la CEE (Communauté Economique européenne) avec le traité de Rome : elle prévoit une coopération économique entre les pays membres, ainsi que la suppression de barrières douanières. Le Royaume-Uni refuse d'y adhérer malgré la proposition des six autres pays (France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Luxembourg et Belgique). Celui-ci préfère entretenir des relations avec **les nations du Commonwealth**¹ et les Etats-Unis. Le nationalisme britannique joue aussi énormément sur cette décision. Le Royaume-Uni opte donc pour une approche attentiste, et reste en retrait en observant l'évolution de la CEE.

Quelques années plus tard, l'économie des membres de la CEE est en pleine croissance, contrairement à celle du Royaume-Uni qui s'est isolée des autres pays européens. Le Royaume-Uni s'intéresse enfin à la CEE. Cependant, comme rejoindre cette institution leur imposerait des taxes sur les échanges avec les pays du Commonwealth, les Britanniques préfèrent créer à la place l'AELE (Association européenne de Libre Échange) avec d'autres pays qui ne sont pas intéressés par la CEE comme la Suisse ou la Suède. Pourtant, un an après sa création, leur situation économique ne s'améliore toujours pas. De plus, l'empire colonial du Royaume-Uni se désintègre et les liens avec le Commonwealth diminuent, ce qui le pousse à se tourner vers l'Europe. Les Britanniques demandent donc l'adhésion à la CEE, encouragés par les Etats-Unis. Pendant longtemps cette demande n'aboutit pas à cause du président français Charles de Gaulle, qui refuse l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE et utilise son droit de veto à deux reprises, en 1963 et en 1967, alors que les cinq autres membres étaient disposés à négocier. De Gaulle pense en effet que le Royaume-Uni est un "cheval de Troie" des Etats-Unis, et craint que la zone de libre-échange européenne ne s'élargisse en outre-Atlantique. Il remet aussi en cause l'esprit européen du Royaume-Uni.

Ils deviennent finalement membre en 1973 : Pompidou, qui a succédé à De Gaulle, est quant à lui favorable à leur entrée. De plus un référendum est organisé en 1975 et révèle que la majorité des Britanniques (67%) est pour l'adhésion. Cependant de nombreuses lois établies bien avant leur arrivée ne leur sont pas bénéfiques, et ne répondent pas forcément à leurs attentes. Six ans après leur entrée dans la CEE, Margaret Thatcher dénonce lors du sommet des chefs d'Etat de la CEE organisé à Dublin, un apport du Royaume-Uni trop important au budget européen avec une phrase devenu célèbre "I want my money back". Le Royaume-Uni refuse également de nombreuses réformes qu'ils ne jugent pas avantageuses comme le SME (Système monétaire européen) en 1979. Il est le seul pays à refuser cette réforme.

En 1992 est signé le Traité de Maastricht : la CEE devient l'Union européenne (UE), celle-ci compte alors 12 membres. L'UE a pour vocation de ne pas être une simple union économique, mais d'avoir aussi une dimension politique et sociale. Ce traité instaure également une union économique et monétaire, dans le but de mettre progressivement en place une monnaie commune : l'euro. Du côté du Royaume-Uni, John Major (parti Conservateur) signe le traité, mais le ratifie selon ses propres termes : il refuse d'adhérer à l'Euro, et ne veut pas participer au protocole social. Le Royaume-Uni demande même de pouvoir sélectionner les lois de l'UE qui seront appliquées sur son territoire.

Le Royaume-Uni a très souvent refusé les politiques communes de l'UE notamment sur le domaine économique, et applique son droit de retrait maintes fois.

¹ Organisation regroupant cinquante-trois Etats, pour la plupart d'anciennes colonies britanniques.

En 2013, le pays menace même de mettre son veto sur le budget de l'Union européenne. Les Britanniques veulent une importante réduction du budget, et après des négociations, un terrain

D'entente est trouvé entre les différents partis. Le Royaume-Uni refuse également de participer au renflouement de la Grèce après la crise subie.

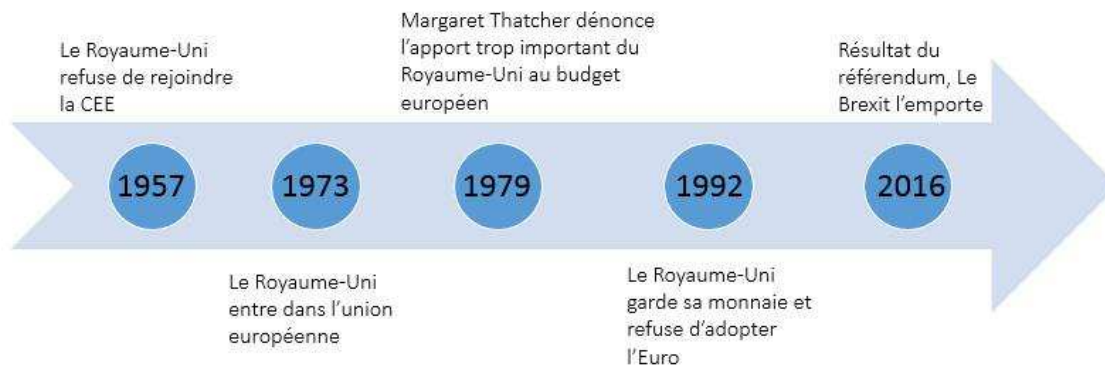


Figure 1 : Frise Historique

Selon un article du Figaro (Collomp, 2016), une des raisons majoritairement invoquées par les Britanniques pro-Brexit est l'envie de restaurer une souveraineté nationale, ils veulent reprendre le contrôle de leurs lois et ne pas juste subir les réglementations de Bruxelles. Ils veulent également pouvoir échanger plus facilement avec le reste du monde notamment et avec le Commonwealth. Enfin, les Britanniques cherchent à pouvoir exercer un meilleur contrôle sur leur immigration. En effet la moitié de leur immigration provient de l'Union européenne et majoritairement des pays de l'Est comme la Pologne ou la Roumanie. Cette tendance d'anti-immigration peut se voir avec la montée du parti UKIP².

L'économie britannique s'est améliorée ces dernières années, et cela mène de nombreuses personnes à penser qu'il est temps de partir de l'UE. A l'inverse l'économie de l'UE a été fortement touchée par la crise et s'est beaucoup affaiblie.

On voit clairement que le Royaume-Uni était un membre à part de l'Union européenne. Les Britanniques ont refusé beaucoup de politiques communes et n'ont pas toujours été d'accord avec les choix et les orientations de l'Union européenne, comme en témoignent les nombreuses fois où ils ont utilisé l'option de retrait.

² Parti d'extrême droite militant pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK Independence Party).

2) Les principaux acteurs politiques de la mise en place référendum a.

Cameron et la proposition du référendum

(Vaudano, 2016) David Cameron, membre du parti conservateur, a été le premier ministre du Royaume-Uni du 11 mai 2010 au 13 juillet 2016. Il est à l'origine du référendum sur le Brexit. En 2009 les travaillistes alors au pouvoir adoptent un traité européen par voie parlementaire : Le Traité de Lisbonne. Alors chef de l'opposition, Cameron promet : « *Il ne sera plus jamais possible pour un gouvernement britannique de transférer davantage de pouvoirs à l'Union européenne sans que le peuple britannique ait son mot à dire par la voie d'un référendum* »³

Deux ans plus tard, une pétition pour la mise en place d'un référendum sur le Brexit, signée par 100 000 Britanniques, oblige les parlementaires à se prononcer sur le sujet : ils sont majoritairement contre ce référendum.

UKIP, un parti politique fondé sur l'anti-immigration et l'euroscpticisme, jusqu'alors mineur dans le pays, progresse très rapidement. Face à la montée de UKIP au détriment des conservateurs, Cameron émet en 2012 l'idée d'un référendum vis-à-vis du Brexit. Il transforme cette idée en véritable promesse électorale en janvier 2013 : « *si les conservateurs remportent le prochain scrutin et qu'il est reconduit, M. Cameron entamera une renégociation des termes de l'appartenance européenne du Royaume-Uni, avant de proposer, en 2017, un « choix simple » aux Britanniques : rester ou partir.* »³ Cameron est réélu le 8 mai 2015, tient compte de sa promesse et programme le référendum pour juin 2016. Mais, comme beaucoup, Cameron se disait confiant quant à la victoire du "non". Le référendum a lieu le 23 juin 2016 : le "oui" ressort majoritaire, avec 51.9 % des voix.

b. La campagne politique avant le référendum

Même si historiquement les partis travaillistes sont plutôt favorables à l'UE, et les conservateurs hostiles à l'UE, les partis traditionnels sont totalement divisés sur le sujet du Brexit.

La campagne démarre dix semaines avant le référendum. Les deux camps qui vont s'opposer sont "Vote Leave", le camp en faveur du Brexit, et "The In Campaign", le camp en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Cameron est le leader du camp pro-UE, tandis que Boris Johnson, maire de Londres à ce moment-là, est à la tête du camp pro-Brexit (Le Monde, 2016).

Cameron et les pro-UE

Cameron, qui a proposé ce référendum pour répondre à l'attente de nombreux Britanniques et pour tenir une promesse électorale, va tout de même mener la campagne pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. En effet même s'il s'était montré en faveur de plus de souveraineté britannique vis-à-vis des politiques européennes, Cameron n'a jamais été pour le Brexit, mais plutôt pour que la Grande-Bretagne garde un statut "spécial" au sein de l'UE. C'est d'ailleurs cette politique qu'a mené Cameron durant son mandat, en profitant des avantages économiques de l'UE, tout en essayant de

³ Brexit » : comment Cameron s'est laissé prendre à son propre piège", 24 Juin 2016, Maxime Vaudano, Le Monde

concéder le moins de pouvoirs possibles à l'UE, ce qu'il met en avant durant sa campagne. Un des principaux arguments de Cameron est que le Brexit aurait des conséquences économiques désastreuses pour le Royaume-Uni. Il perdrait ainsi son principal partenaire commercial et les bénéfices du marché unique, puis connaîtrait une forte chute de PIB. De plus, la majorité des chefs d'entreprises sont contre le Brexit, car l'Europe représente pour eux un énorme marché.

Les partisans du Brexit

Différents acteurs politiques défendent le Brexit. Boris Johnson, maire conservateur de Londres lors de la campagne, s'est prononcé seulement quelques mois avant le vote quant au camp qu'il soutiendrait durant la campagne. Il choisit finalement de soutenir le "Vote Leave". Ce choix est crucial pour le résultat du référendum car Boris Johnson est très populaire. Le parti politique UKIP, troisième force politique britannique, mené par Nigel Farage, reste un des acteurs majeurs du camp eurosceptique. L'euroscepticisme fait partie des fondements politiques du parti depuis sa création. Hostile à l'arrivée des migrants sur le sol britannique, UKIP voit le Brexit comme un moyen de contrôler les frontières et l'immigration. Le parti bénéficie notamment du soutien financier de plusieurs millionnaires. Certains conservateurs s'opposent à Cameron. En effet plusieurs conservateurs ont créé en juin « Conservatives for Britain », un groupe de parlementaires europhobes. Même le parti des travaillistes est divisé, avec certains parlementaires soutenant le camp du Brexit. Des entreprises soutiennent aussi le Brexit pour pouvoir échapper à la législation européenne qui les freine dans leurs démarches.

Le rôle des réseaux sociaux

Les médias et réseaux sociaux ont été les champs de batailles pour gagner l'opinion publique durant la campagne. Le camp du "leave" y publiait en masse le slogan "Take back control". Du côté du "remain", les *Labour* et les *Conservatives* n'ont pas bien coordonné leur campagne, avec des opinions divergentes sur certains sujets. De plus, les eurosceptiques ont eu une présence nettement plus importante sur le long terme. Ainsi, plusieurs années avant la campagne, les eurosceptiques diffusaient leurs idées pour l'obtention du référendum, étant donc plus présents que les pro-UE, car le référendum n'avait pas encore lieu d'être.

Graphique présentant le nombre de publications sur les réseaux sociaux durant le mois de juin, par requête et par jour

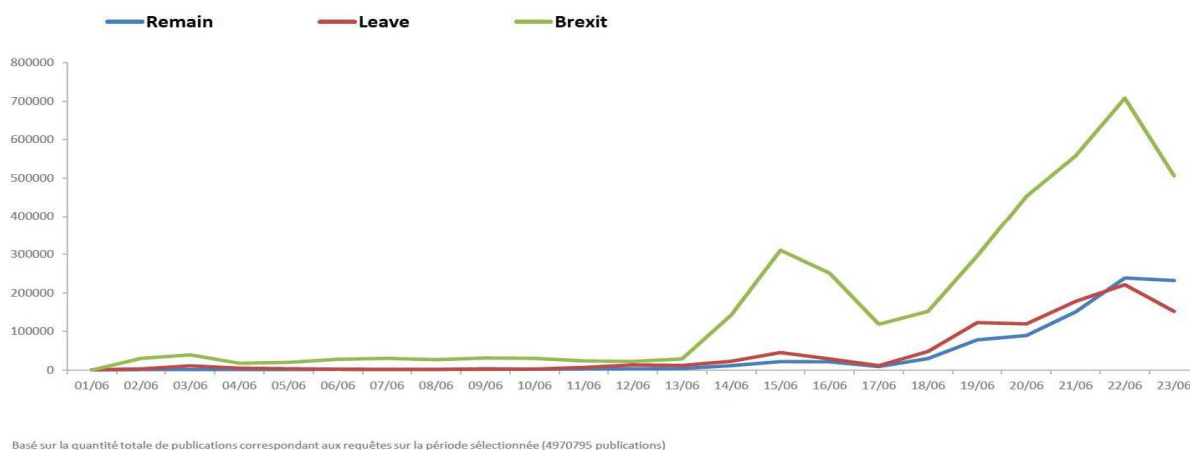


Figure 2 : Evolution du nombre de publications par requête et par jour

Sur ce graphique, on constate que le camp du “Leave” est en avance sur le “Remain” durant tout le mois de juin, principalement la dernière semaine avant le référendum. Ce n’est que le 22, soit un jour avant le référendum, que le camp du “Remain” passe devant. Cela traduit un intérêt tardif pour le débat du côté des europhiles, tandis que les eurosceptiques sont actifs depuis bien plus longtemps pour promouvoir leurs idées.

3) Analyse des résultats du référendum

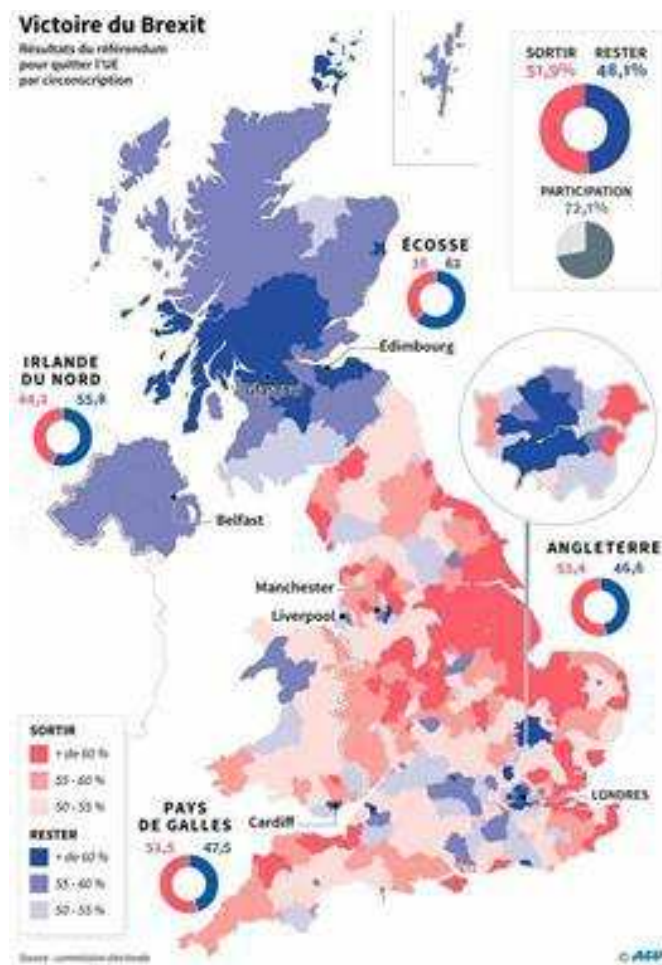
Les résultats du référendum montrent de grandes disparités au sein du territoire britannique. Ils révèlent en effet des contrastes, notamment entre les personnes jeunes et celle plus âgées, ou encore entre les campagnes et les villes. (Lord Ashcroft, 24 Juin 2016)

Groupe d’âge	Rester	Partir	Abstention
18-24	73%	27%	64%
25-34	62%	38%	42%
35-44	52%	48%	28%

Figure 3 : Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques

Ces données soulignent une certaine fracture générationnelle. Les personnes âgées de moins de 50 ans paraissent être les personnes les plus intéressées pour rester dans l'Union européenne.

De nombreuses manifestations ont eu lieu après le vote par les jeunes qui dénoncent que les plus vieux ont choisi à leur place. Les jeunes avancent qu'ils ont plus de temps à vivre avec cette décision et que leur vote devrait être plus important que celui d'une personne plus âgée. Mais c'est un résultat à nuancer car l'abstention a été très forte chez les jeunes, montrant un certain désintéressement au vote. En sachant que deux tiers des moins de 24 n'ont pas voté, il est difficile de dire que les résultats traduisent la véritable volonté de cette tranche d'âge, semblant être de rester dans l'Union européenne.



Un autre contraste se dessine entre les campagnes et les villes. En effet les campagnes ont majoritairement voté pour le Brexit, **contrairement** aux villes comme le montre cette carte. Deux pays majoritairement contre le Brexit se distinguent, l'Écosse et l'Irlande du Nord, et deux pays majoritairement pour le Brexit, l'Angleterre et le Pays de Galles.

Ce contraste s'étend même aux catégories socio-professionnelles : les personnes plus qualifiées avec plus de diplômes ont plutôt eu tendance à voter contre le Brexit et plus cette qualification baisse plus le vote a changé en faveur du Brexit. Cela peut aussi s'expliquer par une qualité de vie qui peut souvent être jugée meilleure du fait d'une rémunération plus élevée. D'ailleurs les personnes préoccupées par ce qu'elles jugent être une baisse de la qualité de vie depuis 30 ans au Royaume-Uni ont majoritairement voté pour le Brexit. Une envie de changement pour les personnes les plus défavorisées est mise en avant.

Figure 4 : Les résultats du référendum pour quitter l'UE

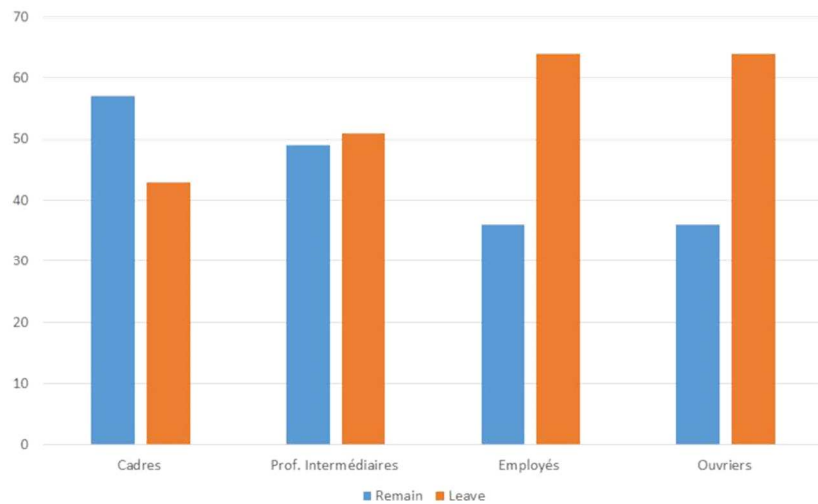


Figure 5 : Vote sur le brexit en fonction de la catégorie socio professionnelle

Enfin, des différences dans les convictions semblent jouer un rôle dans la décision du vote. En effet, ceux qui pensent, par exemple, que le multiculturalisme, le féminisme ou les mouvements écologiques ne sont pas des aspects importants vont majoritairement voter pour le Brexit (respectivement 81,74 et 78%). Ces chiffres sont pratiquement inversés pour les personnes pensant le contraire. Ils vont quant à eux voter majoritairement contre le Brexit (71, 60 et 62%).

Le référendum est très révélateur des disparités très prononcées au sein du Royaume-Uni.

La question du Brexit n'est donc pas aussi récente qu'il n'y paraît. En effet, la victoire du "Leave" au référendum fait suite à de nombreuses années de questionnement et de débats quant à la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne. La prise d'ampleur du mouvement eurosceptique au Royaume-Uni a rendu inéluctable la mise en place du référendum, seulement de nombreux facteurs auraient également pu faire pencher la balance du côté du "Remain". Aujourd'hui, un peu plus d'un an après le résultat du vote, on peut déjà voir les premières conséquences du Brexit.

BIBLIOGRAPHIE

ALLEN, Kate, PARKER, George et BARKER, Alex, 2016. May sets Brexit course with hint of clean break from single market. *Financial Times* [en ligne]. 3 octobre 2016. Disponible à l'adresse : http://nouveau.europresse.com/Link/CAPITOLET_1/news-20161003-GF-201610031101x2112

ASHCROFT, Lord, 2016. How the United Kingdom voted on Thursday... and why - Lord Ashcroft Polls. *Lord Ashcroft Polls* [en ligne]. 24 juin 2016. Disponible à l'adresse : <https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>

ASTHANA, Anushka et WALKER, Peter, 2017. Labour MPs hope EU deal is signal for soft Brexit approach. *The Guardian* [en ligne]. 8 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/politics/2017/dec/08/labour-mps-hope-eu-deal-is-signal-for-soft-brexit-approach>

BAILLARD, Dominique, 2017. Brexit: les conséquences sur le budget de l'UE. *RFI* [en ligne]. 5 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.rfi.fr/emission/20171205-brexit-consequences-budget-ue>

BERRY, Mike, 2016. Understanding the role of the mass media in the EU Referendum – EU Referendum Analysis 2016. *EU Referendum Analysis 2016* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.referendumanalysis.eu/eu-referendum-analysis-2016/section-1-context/understanding-the-role-of-the-mass-media-in-the-eu-referendum/>

Brexit : tous les événements depuis le référendum, 2018. *Toute l'Europe.eu* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.touteurope.eu/actualite/brexit-tous-les-evenements-depuis-le-referendum.html>

CADOT, Julien, 2016. Brexit : le « remain » a-t-il boosté sa campagne numérique trop tard ? - Politique - Numerama. *numérama* [en ligne]. 24 juin 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.numerama.com/politique/177724-brexit-remain-a-t-campagne-numerique-tard.html>

COLLOMP, Florentin, 2016. Brexit : cinq raisons pour lesquelles les Britanniques veulent nous quitter.

FIGARO [en ligne]. 17 février 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.lefigaro.fr/international/2016/02/17/01003-20160217ARTFIG00214-brexit-cinq-raisons-pour-lesquelles-les-britanniques-veulent-nous-quitter.php>

CVCE WEBSITE, Événements historiques. *CVCE.EU* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.cvce.eu/epublications/eisc/historical-events>

DE FOURNAS, Marie, 2016. Ces 8 pays qui comme le Royaume-Uni pourraient quitter l'Union européenne. *RTL.fr* [en ligne]. 25 juin 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.rtl.fr/actu/international/brexit-ces-8-pays-qui-comme-le-royaume-uni-pourraient-quitter-l-union-europeenne-7783836619>

JOANNIN, Pascale, 2017. Les conséquences budgétaires du Brexit pour l'Union européenne. *Fondation Robert Schuman* [en ligne]. 4 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0454-les-consequences-budgetaires-du-brexit-pour-l-union-europeenne>

LE MONDE DIPLOMATIQUE, 2017. Royaume-Uni, de l'Empire au Brexit. *Manière de voir*. juillet 2017. N° 153.

LE MONDE.FR, 2016. Qui sont les partisans du « Brexit » ? *Le Monde.fr* [en ligne]. 19 février 2016. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/19/qui-sont-les-partisans-du-brexit_4868709_3214.html

LE MONDE.FR, 2016. « Brexit » : à dix semaines du référendum, la campagne démarre officiellement. *Le Monde.fr* [en ligne]. 15 avril 2016. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/15/brexit-a-10-semaines-du-referendum-la-campagne-demarre-officiellement_4902559_3214.html

VAUDANO, Maxime, 2016. « Brexit » : comment Cameron s'est laissé prendre à son propre piège. *Le Monde.fr* [en ligne]. 24 juin 2016. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/06/24/brexit-comment-david-cameron-s-est-laisse-prendre-a-son-propre-piege_4957423_4355770.html

TABLE DES ANNEXES

Annexe I : Graphique du solde migratoire par citoyenneté du Royaume-Uni, de fin 2007 à Juin 2017 et Graphiques des mouvements de citoyens de l'UE s'installant au Royaume-Uni pour raisons professionnelles, de fin 2007 à Juin 2017.....I

Annexe II : Tableau des différents accords que peut conclure le Royaume-Uni avec l'Union européenne.....II

Annexe III : Autoévaluation du travail en groupe.....II

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 / p 1 : « Frise historique » –Création groupe

Figure 2 / p 5 : « Evolution du nombre de publications par requête et par jour » tiré de CADOT, Julien, 2016. *Evolution du nombre de publication par requête et par jour* [en ligne]. Brexit : le « remain » a-t-il boosté sa campagne numérique trop tard ? 24 juin 2016. S.l. : s.n. (consulté le 14/03/2018). Disponible à l'adresse : <https://www.numerama.com/politique/177724-brexit-remain-a-t-campagne-numerique-tard.html>.

Figure 3 /p6 : « Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques ». Tableau tiré de : ASHCROFT POLLS, 2016. *Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques* [en ligne]. 2016. S.l. : s.n. (consulté le 15/04/2018). Disponible à l'adresse : <https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>.

Figure 4 / p6 : « Les résultats du référendum pour quitter l UE » source tirée de : AFP, 2016. *Brexit : qui a voté « Leave » ? Qui a voté « Remain » ?* [en ligne]. 24 juin 2016. S.l. : s.n. [Consulté le 18/03/2018]. Disponible à l'adresse : https://www.lepoint.fr/monde/brexit-qui-a-vote-leave-qui-a-vote-remain-24-06-2016-2049461_24.php.

Figure 5 / p7 : « Vote sur le brexit en fonction de la catégorie socio professionnelle » tiré de : LORD DELVOYE, Pierre-Jean, 2017. *Vote sur le brexit en fonction de la catégorie socio professionnelle*. Brexit : enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques. 2017. S.l. : s.n. JN318/DEL